

Etude de conception et réalisation monture TVO pour le BHO *Beautemps-Beaupré*

Marché 25MA01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Numéro de consultation : Shom_25MA01

Procédure de passation : Procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du code de la commande publique.

TABLE DES MATIERES

Article 1 -	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	4
Article 2 -	OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
Article 3 -	ALLOTISSEMENT	4
Article 4 -	DURÉE DU MARCHÉ.....	4
4.1	Cadre général	4
4.2	Reconduction du contrat	4
4.3	Fractionnement des prestations.....	5
4.3.1	Tranche ferme.....	5
4.3.2	Tranches optionnelles.....	5
Article 5 -	LIEU D'EXÉCUTION	5
Article 6 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 7 -	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
7.1	Représentation des parties	5
7.1.1	Représentation de l'acheteur	5
7.1.2	Représentation du titulaire	6
Article 8 -	Condition d'exécution.....	6
8.1.1	Remplacement des intervenants	6
8.1.2	Délais d'exécution	6
8.1.3	Exigences relatives aux prestations.....	6
8.1.4	Marché de prestations complémentaires.....	7
8.2	Obligations du titulaire	7
8.2.1	Obligation de conseil	7
8.2.2	Obligation d'information.....	7
8.2.3	Responsabilité du titulaire	7
8.3	Considérations sociales	8
8.4	Considérations environnementales	8
8.5	Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	8
8.6	Traitement de données à caractère personnel	8
8.7	Confidentialité et secret des affaires.....	9
8.8	Conflit d'intérêt	9
8.9	Constatation de l'exécution des prestations et admission	9
8.9.1	Opérations de vérification de la tranche ferme	9
8.9.2	Décisions après vérification pour la tranche ferme	9
8.9.3	Opération et décision après vérification des tranches optionnelles.....	10
8.10	Garantie.....	10
8.11	Pénalités	11

8.11.1	Pénalités de retard.....	11
8.11.2	Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail	11
8.11.3	Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail	11
Article 9 -	RÉGIME FINANCIER.....	12
9.1	Forme et contenu des prix	12
9.2	Avance	12
9.2.1	Avance tranche ferme	12
9.2.2	Tranches optionnelles.....	12
9.2.3	Répartition des paiements.....	12
9.3	Retenue de garantie, cautionnement	13
9.4	Intérêts moratoires	13
9.5	Modalités de facturation	13
9.5.1	Mentions obligatoires	13
9.5.2	Taux de TVA	13
9.5.3	Monnaie	13
9.5.4	Transmission des factures.....	13
9.6	Nantissement – Cession du marché.....	14
Article 10 -	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	14
10.1	Régime de propriété intellectuelle relatif aux résultats	14
10.2	Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures	14
Article 11 -	DISPOSITIONS DIVERSES	15
11.1	Échanges dématérialisés	15
11.2	Langue	15
11.3	Sous-traitance.....	15
11.4	Assurances	17
11.5	Autres obligations administratives	17
11.6	Résiliation du marché.....	18
11.7	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	18
11.8	Différends	18
11.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	18
Article 12 -	DEROGATIONS AU CCAG	20

Article 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

EPA Shom

Établissement public administratif

Sous tutelle du Ministère des Armées

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 Brest cedex 2

France

Siret : 130 003 981 00011

représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé "acheteur" ou un déléataire habilité.

Article 2 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Le marché a pour objet l'étude de conception et réalisation monture TVO pour le BHO *Beautemps-Beaupré*.

Il s'agit d'un marché de fournitures.

Le marché est un marché à tranches.

Il est décomposé de la façon suivante :

- ✓ une tranche ferme composée d'un seul poste, le poste 1, ayant pour objet : Etude de conception de la monture adaptée permettant l'intégration du HiPAP 502P sur le BHO.
- ✓ une tranche optionnelle n°1 composée d'un seul poste, le poste 2, ayant pour objet : Réalisation et fourniture d'une monture et de ses accessoires (comprend la livraison du matériel au Shom).
- ✓ une tranche optionnelle n°2 composée d'un seul poste, le poste 3, ayant pour objet : Ajout d'un système d'indexation en cap et ses accessoires assurant une répétabilité de l'installation meilleure que 1° lors du déploiement de la monture.
- ✓ une tranche optionnelle n°3 composée d'un seul poste, le poste 4, ayant pour objet : Ajout de la solution permettant de descendre plus profondément que 1 m le système HIPAP lors du déploiement de la monture.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

Article 4 - DURÉE DU MARCHÉ

4.1 Cadre général

La durée du marché court à compter de sa date de notification jusqu'au 10 octobre 2025 au plus tard.

4.2 Reconduction du contrat

Le marché public ne fait l'objet d'aucune reconduction.

4.3 Fractionnement des prestations

4.3.1 Tranche ferme

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification du marché pour la durée indiquée en annexe à l'acte d'engagement. A défaut d'indication, la durée d'exécution du poste 1 est de 6 semaines à compter de la date de notification du marché.

4.3.2 Tranches optionnelles

Les tranches optionnelles seront affermies par ordre de service. La date de début d'exécution des prestations des tranches optionnelles est mentionnée dans l'ordre de service d'affermissement. A défaut, c'est la date de notification de l'ordre de service qui vaut date de début d'exécution de la tranche affermie.

Les tranches optionnelles n° 2 et/ou 3 ne pourront pas être affermies indépendamment de la tranche optionnelle n°1. Le cas échéant, les tranches optionnelles sont affermies simultanément.

L'affermissement des tranches optionnelles intervient dans le délai maximum de 2 semaines suivant l'admission du poste 1 de la tranche ferme.

Non affermissement d'une tranche optionnelle :

Dans l'hypothèse où l'acheteur n'affermie pas les tranches optionnelles, le titulaire est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celles-ci. Il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni paiement de quelque nature que ce soit.

Article 5 - LIEU D'EXÉCUTION

Les prestations sont exécutées dans les locaux du titulaire.

Les fournitures physiques sont livrées sur le site du Shom à Brest (dépt. 29), suivant l'incoterm DDP.

Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement (ATTRI1), ses éventuelles annexes dont la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- ✓ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- ✓ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- ✓ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courante et service (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✓ le mémoire technique du titulaire,
- ✓ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- ✓ .

Article 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution

du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

7.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans le mémoire technique du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Article 8 - CONDITION D'EXECUTION

8.1.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 15 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

8.1.2 Délais d'exécution

Le point de départ du délai d'exécution du poste 1 de la tranche ferme est la date de notification du marché.

Les délais d'exécution sont mentionnés dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

8.1.3 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement, y compris la documentation, qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne

peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

La fourniture ainsi que tous les éléments matériels doivent être livrés convenablement emballés de manière à ce qu'ils puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents aux opérations de chargement, transport, déchargement.

Les emballages sont dits perdus et restent la propriété du Shom par dérogation à l'article 20.2 du CCAG/FCS.

Chaque colis doit comporter une étiquette extérieure en langue française mentionnant :

- le nom du titulaire,
- la référence du marché,
- la désignation de la fourniture,
- les quantités,
- le service destinataire.

La livraison sur le site du Shom doit intervenir sur les plages horaires suivantes :

- lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 16h00.

Le titulaire s'engage à informer le transporteur des conditions de livraison prévues au présent CCAP.

L'ensemble de la documentation technique attendue au titre du présent marché doit être transmis au Shom par le titulaire, au format numérique. Cette transmission doit intervenir au plus tard à la date de livraison des fournitures sur le site du Shom à Brest.

8.1.4 Marché de prestations complémentaires

L'acheteur pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de fournitures complémentaires en application de l'article R2122-4 du code de la commande publique dans la limite de 15% du montant toutes tranches comprises du présent marché.

8.2 Obligations du titulaire

8.2.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

8.2.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.2.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.3 *Considérations sociales*

Sans objet.

8.4 *Considérations environnementales*

Les mesures mises en œuvre par le titulaire pour réduire l'impact environnemental des prestations sont mentionnées dans son mémoire technique.

8.5 *Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)*

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité.

Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom, engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

8.6 *Traitement de données à caractère personnel*

Pour l'exécution du marché, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, règlement général sur la protection des données T ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire sera amené à stocker des données du personnel du Shom telles que les noms, les numéros de téléphone, les adresses électroniques.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet du marché.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données. Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

8.7 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

8.8 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

8.9 Constatation de l'exécution des prestations et admission

8.9.1 Opérations de vérification de la tranche ferme

Les opérations de vérification du poste 1 (tranche ferme) sont effectuées en application du CCAG de référence.

8.9.2 Décisions après vérification pour la tranche ferme

Les décisions après les opérations de vérification du poste 1 (tranche ferme) sont effectuées en application du CCAG de référence.

8.9.3 Opération et décision après vérification des tranches optionnelles

Par dérogation aux articles 27 à 30, les opérations de vérification des postes des tranches optionnelles affermies seront effectuées selon les modalités suivantes :

1) Avant toute expédition des livrables, le titulaire avise le Shom avec un délai de prévenance de 10 jours ouvrés de la mise à disposition des fournitures. L'acheteur procède alors à une recette usine dans les ateliers de construction du titulaire en présence de ce dernier. A cette occasion, il vérifie notamment :

- la monture 20" TVO universelle ;
- l'interface mécanique d'accueil du HiPAP 502P sur cette monture 20" ;
- les éléments mécaniques connexes nécessaires à la modification de l'installation du BHO dont : bride de fond de puits, treuils et poulies, système de gonflage et de maintien en pression de la vessie, système de sécurisation en haut de puits... ;
- les consommables nécessaires au maintien en conditions opérationnelles du nouveau système pour 3 ans ;
- les outillages adaptés au montage et à l'entretien si spécifiques.

Lors des opérations de recette usine, le titulaire remet aux représentants de l'acheteur les éléments suivants, nécessaires à l'installation de la monture sur le BHO :

- les plans détaillés des éléments tels que réalisés ;
- les consignes de montage et de déploiement à bord du BHO mises à jour pour correspondre aux plans tels que réalisés ;
- les consignes d'entretien courant et de maintien en conditions opérationnelles du système complet (monture, système de gonflage, système de levage...) ;
- les certificats éventuels.

2) A l'issue de la recette usine, le Shom prononce sous 2 jours ouvrés maximum sa décision :

- En cas de recette positive : le Shom détermine avec le titulaire une date de livraison au Shom selon les modalités de livraison de l'incoterm DDP ;
- En cas de réserves : le Shom prononce l'ajournement des prestations, et invite le titulaire à proposer les mises au point dans les délais indiqués dans la décision, fixés en coopération avec le titulaire ; à l'issue l'acheteur procède à une nouvelle recette en usine, selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus ;
- En cas de recette négative, dans l'hypothèse où les prestations ne puissent pas être mises au point, le Shom prononce le rejet des livrables. Dans ce cas, aucune livraison n'est possible.

3) A réception des fournitures sur le lieu de livraison, le Shom procède aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives et prononce une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dans un délai de 15 jours en application du CCAG FCS.

Toutefois, par dérogation au CCAG de référence, en cas d'ajournement, la durée sera celle indiquée par l'acheteur dans la décision d'ajournement notifiée au titulaire.

8.10 Garantie

Les garanties applicables sont celles de l'article 33.1 du CCAG FCS *a minima*, sauf dans le cas où le titulaire prévoit une garantie plus longue indiquée dans la DPGF figurant en annexe de l'acte d'engagement.

Il est précisé que la garantie couvre tous les frais nécessaires au remplacement ou à une remise à niveau des prestations, y compris le transport aller/retour entre le Shom à Brest et les locaux du titulaire.

8.11 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

8.11.1 Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité

R = le nombre de jours de retard.

8.11.2 Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

En cas de retard de production des documents dans un délai de 15 jours à partir de la notification de la demande, il sera appliqué une pénalité de 150 euros par semaine jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

8.11.3 Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail

En cas de retard de production du document dans un délai de 15 jours à partir de la notification de la demande, il sera appliqué une pénalité de 150 euros par semaine jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du marché.

Article 9 - RÉGIME FINANCIER

9.1 *Forme et contenu des prix*

Les prix sont forfaitaires.

Les prix figurent dans la DPGF annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- ✓ les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site,
- ✓ la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG/FCS (articles 34 et suivants) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévus au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle,
- ✓ tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- ✓ toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations,
- ✓ l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque,
- ✓ le suivi contractuel,
- ✓ le prix de la livraison incoterm DDP à Brest.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de la dernière offre par le titulaire. Ils sont forfaitaires, fermes et définitifs.

9.2 *Avance*

Les taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date d'affermissement de chaque tranche.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur le paiement de l'acompte correspondant à la recette usine positive.

9.2.1 *Avance tranche ferme*

Aucune avance n'est prévue dans le cadre de la tranche ferme.

9.2.2 *Tranches optionnelles*

Si le titulaire n'y renonce pas, une avance de 30 % du montant total des tranches affermies est versée à la notification de l'ordre de service affermissant les tranches.

9.2.3 *Répartition des paiements*

Le règlement pour la tranche ferme intervient après la décision d'admission par le Shom.

Concernant le règlement des tranches optionnelles, les acomptes sont répartis ainsi :

- Acompte de 80% du montant total des tranches optionnelles affermies à l'issue de la recette usine positive ;
- Solde après la décision finale d'admission des fournitures par le Shom.

9.3 Retenue de garantie, cautionnement

Aucune retenue de garantie n'est appliquée.

9.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

9.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- ✓ le numéro du marché et de la tranche concernée,
- ✓ la date et le numéro de la facture,
- ✓ la dénomination et l'adresse du titulaire,
- ✓ le numéro SIRET de l'entreprise,
- ✓ les références du compte bancaire (N° IBAN, N° BIC) mentionné à l'acte d'engagement,
- ✓ le détail des prestations exécutées,
- ✓ le détail des prix,
- ✓ le numéro d'engagement juridique.

9.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

9.5.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée selon le dispositif chorus

pro à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Code service exécutant : FACTURES_FOURNISSEURS.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les modalités de facturation concernant les sous-traitants figurent en annexe du présent document.

9.6 Nantissement – Cession du marché

Une tranche du marché peut être cédée ou nantie dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances.

Article 10 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS (articles 34 et suivants)

10.1 Régime de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Les résultats sont indiqués au CCTP. Ils correspondent à tous les éléments et livrables réalisés au titre de chaque tranche du présent marché.

Toutefois le titulaire garantit à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser et faire utiliser les résultats notamment pour les besoins suivants :

- réaliser ou faire réaliser par tout tiers la maintenance corrective et évolutive de tout ou partie des résultats à l'échéance du présent marché ;
- réaliser ou faire réaliser des travaux d'intégration ou d'évolution des résultats avec ou dans d'autres composants à l'échéance du présent marché.

Les résultats seront utilisés pour des besoins en interne du Shom, du MINARM et de l'État.

10.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

L'acheteur et le titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Les connaissances antérieures du Shom sont notamment :

- les plans du BHO *Beautemps-Beaupré*,
- les plans de la monture actuel,
- les informations issues des retours des expérimentations menées dans le cadre du programme Capacité Hydrographique et Océanographique future (CHOF) susceptibles d'être mises à disposition du titulaire pour la réalisation des prestations.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures du Shom qu'aux fins de l'exécution du présent marché.

Les plans du système HIPAP 502P fournis en annexe II du CCTP sont de la propriété exclusive de la société KONGSBERG DISCOVERY. Ils ne peuvent être utilisés par le titulaire qu'aux fins d'exécution des prestations objet du présent marché.

Lorsque le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou au fur et à mesure de l'exécution du présent marché.

En complément de l'article 37.2 du CCAG de référence, les droits d'utilisation comprennent :

- le droit d'utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation à tout service au sein de la même personne morale que le Shom ;
- le droit de permettre une utilisation ponctuelle des résultats, à des partenaires dans le domaine de l'hydrographie et de l'océanographie ;
- le droit d'assurer ou de faire assurer par tout tiers, la reproduction l'adaptation et l'évolution des résultats ;
- le droit de faire assurer l'entretien et la maintenance par tout tiers de son choix ;
- le droit de communiquer et de mettre à disposition la documentation notamment via le profil acheteur du Shom, dans le cadre de consultations de marchés publics.

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font par messagerie sécurisée à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

11.2 Langue

Tous les documents administratifs remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document administratif en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Dans le présent marché, le poste 1 ne peut pas être sous-traité.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est

réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

11.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- ✓ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- ✓ à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- ✓ à son adresse ou à son siège social,
- ✓ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents suivants justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-1 du code du travail :

- ✓ une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné conformément aux à l'article R.1263-2-1 et suivants du code du travail,
- ✓ une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI », conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

11.6 Résiliation du marché

L'acheteur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

11.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.8 Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article R.2197 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est constitué des médiateurs délégués régionaux, accessibles sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglementamiable-des-differends>. Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges sur la propriété intellectuelle est le tribunal judiciaire de Brest.

11.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet

d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du contrat ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'accord-cadre à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un contrat de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du contrat initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du contrat de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du contrat ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties.

Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG

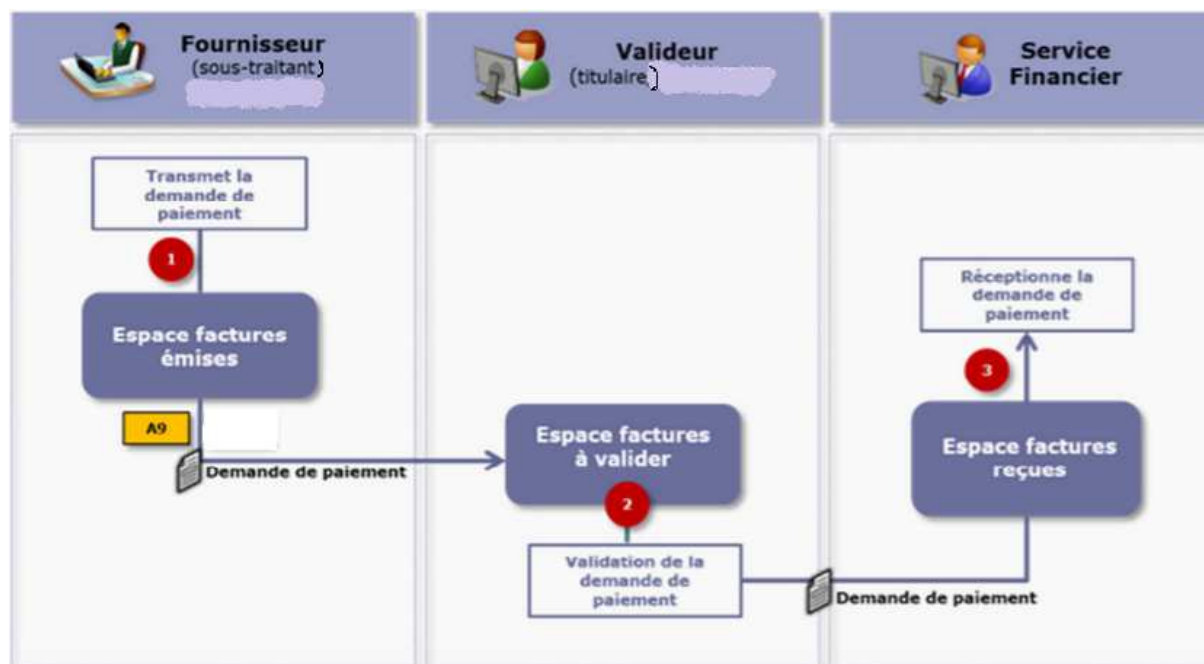
Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
71.2	3.4.1	Représentation du titulaire
8.1.3	20.2	Emballage perdu
8.9.3	27 à 30	Opération de vérification
8.11	14	Pénalité de retard

ANNEXE – MODALITES DE FACTURATION DE SOUS-TRAITANTS

1 – Circuit d'une facture avec validation

Le schéma ci-dessous décrit le processus de validation d'une facture simple de sous-traitance dans CHORUS PRO :



2- Description du processus

Étape 1 :

En tant que sous-traitant, vous devez transmettre votre demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace « Factures émises ».

Vous identifierez le titulaire dans le champ « Titulaire » et renseignerez les informations demandées.

En tant que sous-traitant vous indiquerez dans le « cadre de facturation » le code A9.

A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.

Étape 2 :

Suite au dépôt de votre facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que vous avez émis une facture en qualité de sous-traitant.

Étape 3 :

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider votre demande de paiement dans l'espace « Facture à valider » de Chorus Pro.

En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite.

En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au destinataire qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou de rejeter la demande de paiement.

Étape 4 :

Une fois la validation de la facture effective (formelle ou tacite), le service financier de la structure publique reçoit dans l'espace « Facture reçues » la demande paiement.

Étape 5 :

Le règlement de la facture par le service financier reste inchangé.